

*Questions orales*

## L'ANNONCE À L'EXTÉRIEUR DE LA CHAMBRE DE L'ACQUISITION D' ACTIONS DE LA SOCIÉTÉ PACIFIC PETROLEUMS

**M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham):** Monsieur l'Orateur, cette affaire aura certes un certain effet sur le crédit du Canada. Voici ma dernière question qui s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. On n'a pas tenu compte de l'avis du Parlement durant cette opération qui nécessitera un engagement financier des contribuables canadiens dont on réclamera un soutien de 1.4 milliard.

**M. MacEachen:** C'est faux.

**M. Lawrence:** L'accord a été signé vendredi matin. Les opérations commerciales ont été interrompues jeudi soir. Le ministre a quitté la Chambre vendredi et a fait la déclaration à 5 heures cet après-midi là à Toronto. Comment peut-il expliquer pourquoi l'annonce n'a pas été faite à la Chambre, où nous aurions pu débattre l'affaire avec pondération vendredi après-midi?

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, ce n'est pas exact. Les transactions n'ont été suspendues que vendredi matin, très tôt, à la bourse canadienne. Il y a eu effectivement quelques transactions ce matin-là mais elles ont été bloquées dès que cette transaction capitale a semblé possible.

Le député comprend certainement que de telles négociations doivent se dérouler dans le plus grand secret étant donné les sommes en cause. C'est la raison pour laquelle la bourse a suspendu toute transaction. Dans le courant de la journée du vendredi, on a présenté les dispositions financières sous leur forme définitive et les partenaires ont négocié et se sont mis d'accord sur l'entente finale très tard dans la journée de vendredi. J'ai en réalité assisté aux cérémonies de clôture qui ont eu lieu à 5 heures du soir.

DEMANDE DU DÉPÔT DES DONNÉES FINANCIÈRES  
CONCERNANT L'ACQUISITION D' ACTIONS DE LA PACIFIC  
PETROLEUMS

**M. Eldon M. Woolliams (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources.

● (1432)

Étant donné qu'on nous a répondu qu'il s'agit d'une société de la Couronne indépendante et que le gouvernement et les contribuables du Canada ont déjà investi 500 millions de dollars dans cette compagnie, que les actions qui se vendaient auparavant \$45 à la bourse ont été achetées au prix de \$65 l'action, et aussi que le prix des actions a monté de \$7.50 ces dernières semaines à cause des rumeurs concernant l'acquisition, j'aimerais demander au ministre, qui a quelque peu embelli la vérité aujourd'hui, s'il acceptera de déposer à la Chambre le rapport financier de Pacific Petroleum au sujet de cette transaction et de l'accord entre Phillips Petroleum et Petro-Canada, afin que les Canadiens et le Parlement puissent se rendre compte des faits en examinant les documents en

[M. Chrétien.]

question plutôt qu'en entendant les beaux discours des ministres.

**L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, le député soutient que le gouvernement a financé cette transaction. C'est faux. Il s'agit d'une transaction commerciale qui a été financée sans aucune aide du gouvernement, sans fonds du Trésor public et sans aucune garantie de la part du gouvernement.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gillespie:** Il s'agit d'une transaction commerciale qui a été financée par un instrument financier normal du secteur commercial...

**Une voix:** Et que vous avez garanti.

**M. Gillespie:** ... et elle réduira le besoin d'aide gouvernementale à l'avenir parce que cette société était extrêmement rentable et possède des possibilités d'expansion considérables.

Par ailleurs, je réfléchirai volontiers à la possibilité de déposer certains documents. Le député sait peut-être que le conseil d'administration de Pacific Petroleum étudiera la transaction plus tard cette semaine. Les administrateurs de Petro-Canada et ceux de Pacific Petroleum se sont déjà consultés et l'on m'informe qu'il y aura une réunion plus tard cette semaine et que le conseil d'administration de Pacific Petroleum examinera à ce moment-là la position de la compagnie à propos de la transaction.

**M. Woolliams:** J'aimerais poser une autre question, monsieur l'Orateur. Vu ce qu'il a déclaré, le ministre acceptera-t-il de faire une déclaration à l'appel des motions afin que nous puissions poser des questions à l'égard de cette transaction, étant donné surtout que, comme je l'ai déjà dit, le gouvernement et les contribuables du Canada ont déjà investi 500 millions de dollars dans cette société de la Couronne, que les actions qui se vendaient auparavant \$45 à la bourse se vendent maintenant \$65 et que cela s'applique non seulement à 48 p. 100 des actions, mais aussi, si j'ai bien compris, au reste des actions?

**M. Gillespie:** C'est une suggestion fort utile et j'y réfléchirai volontiers. Comme je l'ai déjà dit au député, il y aura une réunion importante cette semaine et, si le député le veut bien, je préférerais qu'elle se déroule tout à fait à l'extérieur de la scène politique. De toute façon, je discuterai volontiers de la suggestion du député avec le leader à la Chambre.

L'OPPOSITION DU CHEF DU PARTI LIBÉRAL DE L'ALBERTA À  
L'ACHAT D' ACTIONS DE PACIFIC PETROLEUMS

**M. Gordon Towers (Red Deer):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au même ministre. Comme le chef du parti libéral d'Alberta, M. Nick Taylor, a exprimé sa colère au sujet de cet achat en déclarant que c'était gaspiller l'argent des contribuables, le ministre peut-il nous dire ce qu'il pense de ces commentaires?